

Assurance-santé—Loi

d'assurance-maladie comme d'un cheval de bataille. S'ils se l'étaient imaginé, c'est parce qu'ils avaient entendu un député qui prétend représenter l'aile droite conservatrice, sans pour autant être membre de notre parti, déclarer ouvertement son opposition au régime d'assurance-maladie.

Les députés libéraux ont commis l'erreur d'oublier que c'est John Diefenbaker qui a fait adopter la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques. C'est John Diefenbaker et son parti qui ont établi les cinq conditions qu'ils proclament maintenant à tout venant et dont ils s'attribuent le mérite. La chose ne date pas d'hier. Je ne sais pas pourquoi ils refusent de le reconnaître. C'est incroyable comme ces mythes et ces contes ont la vie dure.

Nous parlons en l'occurrence des 5 milliards de dollars que le Canada perçoit des contribuables par l'entremise du Parlement et qu'il répartit ensuite entre les provinces pour financer les services de santé. Nous parlons également des conditions raisonnables que le Parlement et les députés doivent imposer aux provinces pour pouvoir rendre compte de milliards. Nous sommes tous d'accord pour trouver que les cinq conditions que doit remplir le régime d'assurance-maladie et qui visent les services médicaux aussi bien qu'hospitaliers sont raisonnables. Nous sommes tous également d'avis que les provinces devraient dans une certaine mesure nous fournir des rapports et nous tenir au courant. Par conséquent, nous ne nous opposons en rien aux aspects que le ministre vient de nous exposer.

Les Canadiens doivent se rendre compte que nous nous occupons actuellement de ce que coûtent les médecins et leurs services, ce qui représente 15 p. 100 environ du coût global des services de santé. Nous nous occupons également des 85 p. 100 qui restent et qui concernent les frais d'hospitalisation, ainsi que des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation. C'est là-dessus que nous devons porter notre attention, tout particulièrement en prévision de l'avenir.

En premier lieu, je dirai que tout le monde s'entend sur l'universalité du régime d'assurance-maladie. Personne ne conteste sa valeur. Quand nous sommes malades et incapables de travailler, nous ne voulons avoir d'autre souci que celui de retrouver la santé. Nous sommes prêts à payer d'avance les frais de notre hospitalisation, que ce soit au moyen de primes ou d'impôts. Nous trouvons cette obligation raisonnable.

Pour ce qui est de notre politique sociale, je ne vois rien dans le régime qui s'apparente au socialisme. Ce que je reproche au gouvernement libéral et aux néo-démocrates, ce sont les moyens qu'ils ont pris pour socialiser ces secteurs qui créent la richesse au sein de l'économie. Depuis des siècles, on a pu constater que ce ne sont pas les États, mais les individus qui par leurs talents et leur esprit d'entreprise ont permis aux sociétés de créer la richesse. C'est pour cette raison que nous nous appelons progressistes conservateurs. Nous sommes conservateurs sur le plan économique parce que nous savons bien que n'importe quel individu qui a l'esprit d'entreprise peut faire mieux que Canadair ou de Haviland. Mais pour ce qui est de politique sociale, nous pouvons faire toutes sortes de choses collectivement comme instituer un système d'enseignement qui profite à tous.

J'ai étudié très scrupuleusement cette question avec d'autres députés. J'ai parlé à plusieurs médecins et j'ai pris la peine de les écouter. J'ai lu aussi dans les journaux le point de vue des gouvernements provinciaux. J'ai la ferme conviction que le

ministre de la Santé nationale et du Bien-être social n'est pas au-dessus de tout reproche pour la façon dont elle s'occupe de ce problème depuis deux ou trois ans. Elle a cherché à en faire une affaire politique qui profiterait au parti libéral. Sa tentative s'est retournée contre elle comme le démontrent les sondages. Les gens ne sont pas dupes.

Il est arrivé trop souvent que le parti libéral ait été élu sur des questions qui n'intéressaient qu'un certain secteur: il est prêt à faire fi de certaines catégories de citoyens. C'est une attitude inacceptable et les gens ont la mémoire longue. En 1968, le parti libéral comptait 27 députés dans l'ouest du Canada. Il ne lui en reste plus un seul actuellement. Ce n'est pas parce que quelque chose cloche dans la Constitution ou que les gens de l'Ouest sont différents des autres. C'est parce que le parti libéral a pris des mesures impopulaires.

M. Breau: Est-ce pour cette même raison que vous n'avez aucun député au Québec?

M. Thacker: Exactement, mais nous avons réagi et nous allons pouvoir bientôt faire élire des députés au Québec.

Le ministre de la Santé nationale et le gouvernement fédéral ont raté une occasion unique de faire du régime de soins médicaux un système qui aurait pu profiter aux générations futures. Mais en prenant les provinces à partie dans d'autres domaines, que ce soit au sujet de la Constitution ou de son Programme énergétique national, ils les ont mis sur la défensive. Il est donc impossible de nous rendre au désir de la population en unissant nos efforts pour régler le problème du régime de soins médicaux. Il est impossible de rétablir le climat de collaboration avec les provinces car leurs rapports avec le gouvernement fédéral se sont beaucoup trop détériorés.

La plupart des médecins n'ont rien contre le régime, mais ils ont l'impression d'être exploités lorsqu'ils traitent avec les gouvernements provinciaux qui ont si souvent fixé unilatéralement leurs honoraires. Quand ils écoutent les discours des néo-démocrates et des libéraux, c'est pour constater que ceux-ci les attaquent à la fois en tant que personnes et en tant que médecins. Il est inadmissible que des hommes publics comme nous s'attaquent à des membres de la profession médicale dont le rôle est fondamental et essentiel au système des services de santé.

● (1440)

Pour ma part, j'estime que nous devrions prêter une oreille attentive aux médecins et tenir compte de leur opinion et il convient d'autant plus de les écouter que leur point de vue est passablement différent de celui que nous présentent les néo-démocrates dans leurs attaques malveillantes contre les médecins. Ayant fait partie du conseil d'administration d'un hôpital, je suis persuadé que les médecins constituent un maillon essentiel à la bonne marche de l'ensemble du système. Je suis également convaincu que le Canadien moyen, et cela pour de très bonnes raisons, tient son médecin en très haute estime.

S'il est vrai que les médecins continuent à être les mieux rémunérés—et c'est un autre motif qui doit inciter les médecins à comprendre les réactions des autres—ce sont sûrement de rudes travailleurs. Des semaines de 65 à 70 heures sont chose courante. Je pense que les néo-démocrates éprouvent beaucoup de difficultés à comprendre la situation d'un professionnel, surtout des médecins. Ceux-ci sont en service perpétuel. Ils s'inquiètent constamment de l'état de santé critique d'un de